**TRIBUNAL ADMINISTRATIF
DE MELUN**

N° 2101286

REPUBLIQUE FRANÇAISE

M. B... A...

AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS

M. Girard-Ratrenaharimanga
Magistrat désigné

Le Tribunal administratif de Melun,

Audience du 29 septembre 2021
Jugement du 6 octobre 2021

Le magistrat désigné,

335-03

Par une ordonnance n° 2101809 du 8 février 2021, la présidente du tribunal administratif de Cergy-Pontoise a transmis la requête de M. B... A..., enregistrée le 4 février 2021, au tribunal administratif de Melun territorialement compétent.

Vu la procédure suivante :

Par une requête, enregistrée au greffe du Tribunal sous le numéro 2101286 le 8 février 2021 et des pièces communiquées enregistrées le 28 septembre 2021, M. B... A..., représenté par Me Michel, demande au tribunal :

1°) d'annuler l'arrêté du 20 janvier 2021 par lequel le préfet des Hauts-de-Seine l'a obligé à quitter le territoire français dans un délai de trente jours, a fixé le pays à destination duquel il pourra être éloigné d'office et l'a interdit du territoire français pour une durée d'un an ;

2°) d'enjoindre au préfet des Hauts-de-Seine de réexaminer sa situation dans un délai d'un mois sous une astreinte de 100 euros par jour de retard ;

3°) de l'admettre au bénéfice de l'aide juridictionnelle ;

4°) de mettre à la charge de l'État une somme de 1 500 euros en application de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.

M. A... soutient que :

En ce qui concerne la décision portant obligation de quitter le territoire français :

- elle est entachée d'incompétence ;
- elle est insuffisamment motivée et entachée d'un défaut d'examen sérieux ;

En ce qui concerne la décision fixant le pays de destination :

- elle est insuffisamment motivée ;

- elle méconnaît les articles 3 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales et L. 513-2 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile ;

En ce qui concerne la décision portant interdiction de retour sur le territoire français :

- elle est illégale pour les mêmes motifs que ceux entachant d'illégalité l'obligation de quitter le territoire français.

La requête a été communiquée au préfet des Hauts-de-Seine qui n'a pas présenté de mémoire en défense.

Par une décision du bureau d'aide juridictionnelle de Melun du 17 mars 2021, l'aide juridictionnelle totale a été accordée à M. A....

Vu les autres pièces du dossier.

Vu :

- la Convention de Genève du 28 juillet 1951 relative au statut des réfugiés ;
- la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales ;
- le Pacte international relatif aux droits civils et politiques du 19 décembre 1966 ;
- la loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique ;
- le code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile ;
- le code des relations entre le public et l'administration ;
- le code de justice administrative.

Le président du Tribunal a désigné M. Girard-Ratrenaharimanga, premier conseiller, pour statuer sur les requêtes relevant de la procédure prévue aux articles R. 776-13-1 et suivants, R. 776-15, R. 777-1 et suivants, R. 777-2 et suivants et R. 777-3 et suivants du code de justice administrative.

Les parties ont été régulièrement averties du jour de l'audience.

Ont été entendus au cours de l'audience publique :

- le rapport de M. Girard-Ratrenaharimanga ;
- les observations de Me Bozize, substituant Me Michel représentant M. A... assisté de Mme E..., interprète assermentée en langue coréenne, qui conclut aux mêmes fins que la requête par les mêmes moyens et soutient, en outre, que la décision portant interdiction de retour sur le territoire français est entachée d'une erreur manifeste d'appréciation et d'une erreur d'appréciation ;
- et M. A....

Le préfet des Hauts-de-Seine n'était ni présent ni représenté.

Après avoir prononcé la clôture d'instruction à l'issue de l'audience publique.

Considérant ce qui suit :

1. M. A..., ressortissant sud-coréen, né le 29 avril 1993 à Suwon (République de Corée, dite « Corée du Sud »), entré en France le 23 août 2018 selon ses déclarations, a sollicité l'asile qui lui a été refusé par une décision du directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (Ofpra) le 12 février 2020 contre laquelle les conclusions en annulation ont été rejetées par une décision de la Cour nationale du droit d'asile (CNDA) du 18 décembre 2020 notifiée le 28 suivant. Par arrêté du 20 janvier 2021, le préfet des Hauts-de-Seine a obligé l'intéressé à quitter le territoire français dans un délai de trente jours en application du 6° du I de l'article L. 511-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, a fixé le pays à destination duquel il pourra être éloigné d'office et l'a interdit de retour sur le territoire français pour une durée d'un an. M. A... demande au tribunal d'annuler cet arrêté du 20 janvier 2021.

Sur la demande d'admission provisoire à l'aide juridictionnelle :

2. Aux termes de l'article 20 de la loi susvisée du 10 juillet 1991 susvisée : « *Dans les cas d'urgence, sous réserve de l'application des règles relatives aux commissions ou désignations d'office, l'admission provisoire à l'aide juridictionnelle peut être prononcée par la juridiction compétente ou son président.* ». M. A... ayant été admis à l'aide juridictionnelle totale par la décision susvisée du bureau d'aide juridictionnelle du Tribunal, il n'y a pas lieu de prononcer l'admission provisoire de l'intéressé à l'aide juridictionnelle.

Sur les conclusions à fin d'annulation :

En ce qui concerne la décision portant obligation de quitter le territoire français :

3. Aux termes de l'article L. 511-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile dans sa rédaction applicable au présent litige : « *I.- L'autorité administrative peut obliger à quitter le territoire français un étranger non ressortissant d'un État membre de l'Union européenne, d'un autre État partie à l'accord sur l'Espace économique européen ou de la Confédération suisse et qui n'est pas membre de la famille d'un tel ressortissant au sens des 4° et 5° de l'article L. 121-1, lorsqu'il se trouve dans l'un des cas suivants : / (...) 6° Si la reconnaissance de la qualité de réfugié ou le bénéfice de la protection subsidiaire a été définitivement refusé à l'étranger ou si l'étranger ne bénéficie plus du droit de se maintenir sur le territoire français en application des articles L. 743-1 et L. 743-2, à moins qu'il ne soit titulaire d'un titre de séjour en cours de validité. Lorsque, dans l'hypothèse mentionnée à l'article L. 311-6, un refus de séjour a été opposé à l'étranger, la mesure peut être prise sur le seul fondement du présent 6° ; / (...) La décision énonçant l'obligation de quitter le territoire français est motivée. (...)* ».

4. En premier lieu, par un arrêté du n° 2021-003 du 8 janvier 2021, régulièrement publié au recueil des actes administratifs du 14 janvier 2021, le préfet des Hauts-de-Seine a donné à Mme C... D..., cheffe du bureau de l'asile, délégation de signature aux fins de signer la décision

litigieuse. Dès lors, le moyen tiré de l'incompétence de l'auteur de la décision attaquée doit être écarté.

5. En second lieu, la décision querellée du 20 janvier 2021 du préfet des Hauts-de-Seine mentionne de façon suffisamment précise les motifs de droit et de fait qui en constituent le fondement et notamment que la demande d'asile de l'intéressé a été rejetée par l'Ofpra et par la CNDA, et que la décision prise ne contrevient pas aux stipulations de l'article 8 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales. Il ne ressort pas de ces éléments que l'autorité administrative se soit sentie liée par la décision de l'Ofpra et par celle de la CNDA. En outre, il ne ressort ni des termes de cet arrêté, ni des autres pièces versées au dossier, que le préfet des Hauts-de-Seine n'aurait pas procédé, compte tenu des informations en sa possession à la date de sa décision, à un examen particulier de la situation personnelle de l'intéressé. Par suite, les moyens tirés de l'insuffisance de motivation de l'arrêté en litige et du défaut d'examen de la situation personnelle de l'intéressé doivent être écartés.

En ce qui concerne la décision fixant le pays de destination :

6. Aux termes de l'article L. 513-2 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile dans sa rédaction applicable au présent litige : « *L'étranger qui fait l'objet d'une mesure d'éloignement est éloigné : / 1° À destination du pays dont il a la nationalité, sauf si l'Office français de protection des réfugiés et apatrides ou la Cour nationale du droit d'asile lui a reconnu le statut de réfugié ou lui a accordé le bénéfice de la protection subsidiaire ou s'il n'a pas encore été statué sur sa demande d'asile ; / 2° Ou, en application d'un accord ou arrangement de réadmission communautaire ou bilatéral, à destination du pays qui lui a délivré un document de voyage en cours de validité ; / 3° Ou, avec son accord, à destination d'un autre pays dans lequel il est légalement admissible. / Un étranger ne peut être éloigné à destination d'un pays s'il établit que sa vie ou sa liberté y sont menacées ou qu'il y est exposé à des traitements contraires aux stipulations de l'article 3 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales du 4 novembre 1950.* ».

7. En premier lieu, la décision querellée du 20 janvier 2021 du préfet des Hauts-de-Seine mentionne de façon suffisamment précise les motifs de droit et de fait qui en constituent le fondement et notamment vise la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, la circonstance que la mesure envisagée ne contrevient pas à l'article 3 de cette convention et que l'intéressé pourra être reconduit dans le pays dont il a la nationalité ou tout autre pays où il est légalement admissible. Par suite, le moyen tiré de l'insuffisance de motivation de l'arrêté en litige doit être écarté comme manquant en fait.

8. En second lieu, aux termes de l'article 3 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales du 4 novembre 1950 : « *Nul ne peut être soumis à la torture ni à des peines ou traitements inhumains ou dégradants.* ».

9. De première part et premièrement, ainsi que la Cour européenne des droits de l'homme l'a précisé dans son arrêt *A.M. contre France* du 29 avril 2019 (n° 12148/18), il appartient en principe au requérant de produire des éléments susceptibles de démontrer qu'il y a des raisons sérieuses de penser que, si la mesure incriminée était mise à exécution, il serait exposé à un risque réel de se voir infliger des traitements contraires à l'article 3 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales. Dans ce contexte, il y a lieu de rappeler qu'une part de spéculation est inhérente à la fonction préventive

de l'article 3 et qu'il ne s'agit pas d'exiger des intéressés qu'ils apportent une preuve certaine de leurs affirmations qu'ils seront exposés à des traitements prohibés (CEDH, 10 juillet 2018, *X c. Pays-Bas*, n° 14319/17, § 74). Lorsque de tels éléments sont produits, il incombe à l'administration de dissiper les doutes éventuels à leur sujet (CEDH, 28 février 2008, *Saadi c. Italie* [GC], n° 37201/06, §§ 128 et 129). En règle générale, on ne peut considérer que le demandeur d'asile s'est acquitté de la charge de la preuve tant qu'il n'a pas fourni, pour démontrer l'existence d'un risque individuel, et donc réel, de mauvais traitements qu'il courrait en cas d'expulsion, un exposé étayé qui permette de faire la distinction entre sa situation et les périls généraux existant dans le pays de destination. Cette exigence est toutefois assouplie dans certaines circonstances, par exemple lorsque l'intéressé allègue faire partie d'un groupe systématiquement exposé à une pratique de mauvais traitements (CEDH, 23 août 2016, *J.K. et autres c. Suède* [GC], n° 59166/12, §§ 77, 91 à 98 et 103). Dans son arrêt *N.K. contre France* du 19 décembre 2013 (n° 7974/11), la Cour a précisé que si le requérant présente un récit circonstancié et étayé et que l'administration n'a soumis au juge aucun élément mettant manifestement en doute l'authenticité des documents produits, il ne saurait être attendu du requérant qu'il prouve plus avant ses dires et l'authenticité des éléments de preuve par lui fournis. Par ailleurs, la même Cour a précisé dans sa décision *MO P. contre la France* du 30 avril 2013 (n° 55787/09) que s'agissant du règlement de la preuve pour les demandeurs d'asile, la Cour a observé dans la décision *F.N. et autres c. Suède* (18 décembre 2012, n° 28774/09, § 67) qu'eu égard à la situation particulière dans laquelle se trouvent souvent les demandeurs d'asile, il convient dans de nombreux cas de leur accorder le bénéfice du doute lorsque l'on apprécie la crédibilité de leurs déclarations et des documents soumis à l'appui de celles-ci. Toutefois, lorsque des informations sont soumises qui donnent de bonnes raisons de douter de la véracité des déclarations du demandeur d'asile, celui-ci est tenu de fournir une explication satisfaisante pour les incohérences de son récit (voir, notamment, CEDH, 20 juillet 2010, *N. c. Suède*, n° 23505/09, § 53, et CEDH, 8 mars 2007, *Collins et Akaziebie c. Suède* (déc.), n° 23944/05). C'est en principe au requérant de produire des éléments propres à démontrer qu'il existe des motifs sérieux de croire que, si la mesure incriminée était mise à exécution, il serait exposé à un risque réel de se voir infliger des traitements contraires à l'article 3. Lorsque de tels éléments sont produits, il incombe à l'administration de dissiper les doutes éventuels à leur sujet. (CEDH, 17 juillet 2008, *NA. c. Royaume-Uni*, n° 25904/07, § 111).

10. Deuxièmement, les stipulations de l'article 3 de la Convention consacrent l'une des valeurs fondamentales des sociétés démocratiques (CEDH, 7 juillet 1989, *Soering c. Royaume-Uni*, série A n° 161, p. 34, § 88) et ne ménagent aucune exception. Pour déterminer si les « traitements » auxquels une personne avait été « soumise » pouvaient être qualifiés d'« inhumains ou dégradants » au sens de l'article 3, la Cour a précisé dans son arrêt *Nicolae Virgiliu Tănase c. Roumanie* (25 juin 2019 [GC], requête n° 41720/13, §§ 116 et 117) avoir adopté une démarche générale consistant à souligner que, pour tomber sous le coup de l'interdiction contenue dans cette disposition, un traitement doit présenter un minimum de gravité en précisant que l'appréciation de ce minimum est relative par essence et dépend de l'ensemble des données de la cause, et notamment de la durée du traitement, de ses effets physiques ou mentaux, ainsi que, parfois, du sexe, de l'âge et de l'état de santé de la victime (CEDH, 20 octobre 2016, *Muršić c. Croatie* [GC], n° 7334/13, § 97, CEDH, 13 décembre 2016, *Paposhvili c. Belgique* [GC], n° 41738/10, § 174, et CEDH, 15 décembre 2016, *Khlaifia et autres c. Italie* [GC], n° 16483/12, § 159) ajoutant la nécessité de prendre en compte également le but dans lequel le traitement a été infligé et l'intention ou la motivation qui l'ont inspiré, étant entendu que la circonstance qu'un traitement n'avait pas pour but d'humilier ou de rabaisser la victime n'exclut pas de façon définitive qu'il puisse être interdit par l'article 3, le contexte dans lequel le traitement a été infligé, telle une atmosphère empreinte de vives tensions ou d'une forte charge émotionnelle, et l'éventuelle situation de vulnérabilité de la victime (*Khlaifia et autres*,

précité, § 160). Soumettre une personne à un mauvais traitement qui atteint un tel seuil de gravité implique en général qu'on lui inflige des lésions corporelles ou de vives souffrances physiques ou mentales. Toutefois, même en l'absence de telles caractéristiques, dès lors que le traitement humilie ou avilit un individu, témoignant d'un manque de respect pour sa dignité humaine ou la diminuant, ou qu'il suscite chez l'intéressé des sentiments de peur, d'angoisse ou d'infériorité propres à briser sa résistance morale et physique, il peut être qualifié de dégradant et tomber ainsi également sous le coup de l'interdiction énoncée à l'article 3. Il peut suffire que la victime soit humiliée à ses propres yeux, même si elle ne l'est pas à ceux d'autrui (CEDH, 28 septembre 2015, *Bouyid c. Belgique* [GC], requête n° 23380/09, § 87 et CEDH *Nicolae Virgiliu Tănase c. Roumanie* précité, § 118). De plus, un traitement est « inhumain » au sens de l'article 3 notamment s'il a été appliqué avec préméditation pendant une longue durée, et s'il a causé de vives souffrances physiques ou mentales (voir, entre autres, CEDH, 26 octobre 2000, *Kudla c. Pologne* [GC], n° 30210/96, § 92). En outre, en recherchant si une peine ou un traitement est « dégradant » au sens de l'article 3, la Cour, et donc le juge interne, doit examiner si le but était d'humilier et de rabaisser l'intéressé et si, considérée dans ses effets, la mesure a ou non atteint la personnalité de celui-ci d'une manière incompatible avec l'article 3 (CEDH, 10 février 1983, *Albert et Le Compte c. Belgique*, requête n° 7496/76, § 22). Par ailleurs, la Cour, afin d'apprécier la valeur des éléments de preuve devant elle dans l'établissement des traitements contraires à l'article 3, se sert du critère de la preuve « au-delà de tout doute raisonnable ». Une telle preuve peut résulter d'un faisceau d'indices, ou de présomptions non réfutées, suffisamment graves, précis et concordants. Le comportement des parties lors de la recherche des preuves entre en ligne de compte dans ce contexte (CEDH, 18 janvier 1978, *Irlande c. Royaume-Uni*, requête n° 5310/71, § 161).

11. Enfin, ainsi que le Conseil d'Etat l'a rappelé par exemple dans sa décision n° 435867 du 2 décembre 2020, non seulement le juge administratif est compétent pour apprécier, à l'appui de conclusions dirigées contre une décision fixant le pays de destination, le moyen tiré de la méconnaissance de l'article 3 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales même si l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (Ofpra) ou la Cour nationale du droit d'asile (CNDA) se sont déjà prononcés sur la situation de l'étranger concerné mais également l'argumentation tirée, pour écarter ce moyen, de ce que l'Ofpra ou la CNDA se sont déjà prononcés est insuffisante, et ce tant pour le juge que pour l'autorité administrative.

12. De deuxième part, concernant spécifiquement les objecteurs de conscience au service militaire obligatoire, la Cour européenne des droits de l'homme a estimé que l'absence de service de remplacement associé à une criminalisation de l'objection de conscience méconnaissait les stipulations de l'article 9 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales relatif à la liberté de pensée, de conscience et de religion (CEDH, 22 novembre 2011, *Erçep c. Turquie*, requête n° 43965/04, CEDH, 17 octobre 2019, *Mushfig Mammadov et autres c. Azerbaïdjan*, requête n° 14604/08, CEDH, 7 juillet 2011, *Bayatyan c/ Arménie*, requête n° 23459/03, CEDH, 17 janvier 2012, *Feti Demirtaş c. Turquie*, n° 5260/07, et CEDH, 15 septembre 2016, *Papavasilakis c. Grèce*, n° 66899/14). Les stipulations de l'article 9 de la Convention ne sont opposables qu'aux États parties à cette convention. D'un point de vue de l'article 3 de la Convention, opposable à toute personne se trouvant sous l'autorité d'un État partie à cette même Convention, la Cour a estimé qu'il y avait violation des stipulations de cet article au motif non pas de l'existence d'une criminalisation de l'objection de conscience mais de l'existence, en l'espèce, d'une série de condamnations dont avait fait l'objet le requérant au motif de ses convictions (CEDH, 24 janvier 2006, *Ülke c. Turquie*, requête n° 39437/98, §§ 52 à 63) en procédant à une appréciation *in concreto* de la

situation personnelle de la personne concernée selon les critères rappelés aux points 9 et 10 ci-dessus.

13. De troisième et dernière part, il ressort des pièces du dossier et de plusieurs articles de presse librement disponibles sur le réseau *Internet* et mis au contradictoire par le magistrat désigné, notamment les articles *Condamné depuis la naissance : l'histoire d'un objecteur de conscience sud-coréen* (Amnesty International, 13 mai 2015), *La Corée du Sud reconnaît les droits des objecteurs de conscience* (Le Monde, 30 juin 2018), *Corée du Sud: Une décision de la Cour constitutionnelle rend enfin justice aux objecteurs de conscience* (Les Témoins de Jéhovah, 13 juillet 2018), *Corée du Sud : un pas vers la décriminalisation de l'objection de conscience* (Amnesty International, Belgique, 28 juin 2018), *En Corée du Sud, les objecteurs de conscience accros aux jeux vidéo de guerre sont considérés comme des tricheurs* (France Info, 16 janvier 2019), *Corée du Sud. Le service civil de remplacement est une nouvelle punition pour les objecteurs de conscience* (Amnesty International, France, 27 décembre 2019), *Corée du Sud: L'objection de conscience, motif valide de refuser la conscription* (Radio France Internationale [RFI], 30 décembre 2019), *La Corée du Sud offre une alternative au service militaire obligatoire* (Le Journal de Montréal avec l'Agence France Presse [AFP], 25 octobre 2020), *En Corée du Sud, le long combat des objecteurs de conscience pour éviter le service militaire* (France Info, 25 novembre 2020) et le rapport *Observations finales concernant le quatrième rapport périodique de la République de Corée* (Comité des droits de l'homme des Nations Unies, 2015), que les hommes sud-coréens en bonne santé, à l'exception des médaillés olympiques, champions des Jeux asiatiques ainsi que les lauréats de certains concours internationaux de musique classique, avaient l'obligation, avant l'âge de trente ans, d'effectuer un service militaire variant de vingt-et-un à vingt-quatre mois et, qu'une fois l'avoir achevé, devaient servir dans l'armée de réserve pendant huit ans, dans la limite de cent soixante heures par an, alors qu'il n'existait pas de service de remplacement pour les objecteurs de conscience. Les hommes sud-coréens qui refusaient, notamment pour des motifs de conscience, d'effectuer leur service militaire faisaient l'objet d'une condamnation pénale allant de dix-huit à trente-six mois, peine assortie d'une inscription sur leur casier judiciaire les empêchant tout accès à un emploi public et induisant, dans un contexte où la République de Corée (Corée du Sud) et la République populaire démocratique de Corée (Corée du Nord) sont toujours officiellement en guerre et où la société sud-coréenne conformiste et traditionnelle est très attachée à la défense militaire du territoire, une ostracisation sociale et professionnelle des personnes condamnées pour ce motif y compris durant leur période de détention par les autres détenus. Par une décision du 28 juin 2018, la Cour constitutionnelle sud-coréenne a déclaré inconstitutionnelle le paragraphe 1 de l'article 5 de la loi sur le service militaire, au motif qu'elle ne prévoit pas la possibilité d'un service civil de remplacement pour les objecteurs de conscience, et a ordonné à l'État de réviser la loi avant le 31 décembre 2019 pour prévoir cette possibilité. En application de cette décision, la Cour suprême a, le 1^{er} novembre 2018, pour la première fois, acquitté un objecteur de conscience en reconnaissant que la conscience ou les croyances religieuses constituaient un motif justifié pour refuser de servir dans l'armée, ainsi que le rappelle la décision de la CNDA du 18 décembre 2000, n° 19013796, mise au contradictoire à l'audience par le magistrat désigné et concernant d'ailleurs le requérant. En 2020, près de deux mille objecteurs de conscience ont été graciés. Appliquant la décision de la Cour constitutionnelle, une loi du 27 décembre 2019 a modifié la loi sur le service militaire en instaurant un service civil de remplacement permettant aux hommes sud-coréens refusant d'effectuer leur service militaire de travailler dans un établissement pénitentiaire durant trente-six mois sans inscription au casier judiciaire des intéressés. Cette réforme est entrée en vigueur le 26 octobre 2020.

14. M. A... fait valoir qu'il encourt un risque en retournant en République de Corée. Il explique le service « civil » de remplacement constitue par nature un traitement « inhumain et

dégradant » au sens des stipulations précitées de l'article 3 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales dès lors que ce service de remplacement est plus long que le service militaire et est donc disproportionné au sens de l'article 26 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, que la qualité d'objecteur de conscience est appréciée par l'armée, que tout refus de ce service revient à refuser tout service et est donc criminalisé, que ce service est placé exclusivement sous l'autorité militaire et ne répond donc pas à la nature de l'objection de conscience, que la société sud-coréenne demeure conformiste et traditionnelle en sorte que, alors que rien n'est fait pour changer les mentalités dans cet État, l'ostracisme social et professionnel dont font l'objet les objecteurs de consciences demeure, que la loi sur le service militaire continue à interdire à tout objecteur de conscience l'accès à l'emploi public et enfin que, ayant fui son pays avant la décision de la Cour constitutionnelle, il est fiché par les autorités de son pays et sera nécessairement arrêté à son entrée sur le territoire sud-coréen en cas de retour. Il estime que ce service de remplacement revêt un caractère punitif contraire aux stipulations précitées de l'article 3 de la Convention.

15. D'une part, les stipulations de l'article 26 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques ne sont invocables que par les personnes qui soutiennent qu'elles sont victimes d'une discrimination au regard de l'un des droits civils et politiques reconnus par le pacte. Le droit à l'objection de conscience n'est pas au nombre de ceux-ci. Par suite, le moyen tiré de ce que les dispositions de la loi sud-coréenne sur le service militaire instaurant un service civil de remplacement méconnaîtraient les stipulations de l'article 26 du Pacte, à le supposer soulevé, est inopérant et ne peut qu'être écarté.

16. D'autre part, il ne ressort pas des pièces du dossier ni n'est allégué que M. A... ferait partie des catégories exclues de l'obligation d'effectuer un service soit militaire soit civil de remplacement en République de Corée. S'il soutient que la décision de l'Ofpra a reconnu sa qualité d'objecteur de conscience, il n'apporte pas au soutien de ses dires ladite décision dont les termes ne sont en tout état de cause pas contestés, notamment en l'absence de toute production par l'autorité administrative en défense et pour aussi regrettable que cela soit ; la CNDA, dans sa décision précitée, ne conteste au demeurant pas cette qualité. Par ailleurs, la circonstance que la durée du service civil de remplacement (« civil » par apposition à « militaire » au sens de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales) soit notablement supérieure à celle du service militaire et revêtirait un caractère punitif, ce qui relève d'un choix politique dans une société démocratique, et d'une durée équivalente au maximum des condamnations pénales constatées ne saurait constituer, en soi, une violation des stipulations précitées de l'article 3 de la Convention. La circonstance que le service civil de remplacement s'effectuerait exclusivement dans une prison, sans qu'il soit au demeurant démontré si l'objecteur de conscience soit astreint à y demeurer durant toute la durée du service ou si sa présence n'est exigée que durant la journée, ne peut constituer également en soi une méconnaissance de ces stipulations. Il en est de même de la structure sociale de la République de Corée ou encore des restrictions apportées au marché de l'emploi. Alors que seules les modalités concrètes d'exécution à l'encontre non pas des objecteurs de conscience mais de chacun des objecteurs de conscience pris individuellement des dispositions relatives au service civil de remplacement peuvent être estimées éventuellement contraires à l'article 3 de la Convention dès lors que la méconnaissance des stipulations en cause ne sauraient être putatives, M. A... n'apporte pas d'élément permettant d'estimer que les risques dont il se prévaut constitueraient à son égard un traitement inhumain et dégradant au sens des stipulations de l'article 3 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales tels qu'interprétés par la Cour européenne des droit de l'homme ainsi qu'il est précisé précédemment. Dans ces conditions, M. A..., alors même que la CNDA, dont la décision a été mise au contradictoire à l'audience par le magistrat désigné, a rejeté son recours estimant qu'il

ne résultait pas de l'instruction que l'intéressé serait exposé à des risques en cas de retour en République de Corée au sens de la Convention de Genève et de l'article L. 712-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, n'établit pas ainsi pouvoir être considéré comme encourant un risque personnel et actuel au sens des stipulations précitées de l'article 3 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales. Par suite, le moyen tiré de la méconnaissance de ces stipulations et de l'article L. 513-2 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile à l'encontre de la décision fixant le pays de destination doit être écarté.

En ce qui concerne la décision portant interdiction de retour sur le territoire français :

17. Aux termes du III de l'article L. 511-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile : « *L'autorité administrative, par une décision motivée, assortit l'obligation de quitter le territoire français d'une interdiction de retour sur le territoire français, d'une durée maximale de trois ans à compter de sa notification, lorsque aucun délai de départ volontaire n'a été accordé à l'étranger ou lorsque l'étranger n'a pas satisfait à cette obligation dans le délai imparti. / Des circonstances humanitaires peuvent toutefois justifier que l'autorité administrative ne prononce pas d'interdiction de retour. / (...) / Lorsqu'elle ne se trouve pas en présence des cas prévus au premier alinéa du présent III, l'autorité administrative peut, par une décision motivée, assortir l'obligation de quitter le territoire français d'une interdiction de retour sur le territoire français d'une durée maximale de deux ans. / (...) / La durée de l'interdiction de retour mentionnée au premier alinéa du présent III ainsi que le prononcé et la durée de l'interdiction de retour mentionnée au quatrième alinéa sont décidés par l'autorité administrative en tenant compte de la durée de présence de l'étranger sur le territoire français, de la nature et de l'ancienneté de ses liens avec la France, de la circonstance qu'il a déjà fait l'objet ou non d'une mesure d'éloignement et de la menace pour l'ordre public que représente sa présence sur le territoire français. / (...).* ».

18. En premier lieu, pour les mêmes motifs que ceux cités au point 4 le moyen tiré de l'incompétence de l'auteur de la décision attaquée doit être écarté.

19. En second lieu, Il résulte des dispositions précitées que l'autorité compétente doit, en cas de refus de délai de départ volontaire, assortir la décision portant obligation de quitter le territoire français d'une interdiction de retour sur le territoire français, sauf circonstances humanitaires. La motivation de la durée de l'interdiction doit attester de la prise en compte par l'autorité compétente, au vu de la situation de l'intéressé, de l'ensemble des critères prévus par la loi. Il incombe ainsi à l'autorité compétente de faire état des éléments de la situation de l'intéressé au vu desquels elle a arrêté, dans son principe la durée de sa décision, eu égard notamment à la durée de la présence de l'étranger sur le territoire français, à la nature et à l'ancienneté de ses liens avec la France et, le cas échéant, aux précédentes mesures d'éloignement dont il a fait l'objet. Elle doit aussi, si elle estime que figure au nombre des motifs qui justifient sa décision une menace pour l'ordre public, indiquer les raisons pour lesquelles la présence de l'intéressé sur le territoire français doit, selon elle, être regardée comme une telle menace. En revanche, si, après prise en compte de ce critère, elle ne retient pas cette circonstance au nombre des motifs de sa décision, elle n'est pas tenue, à peine d'irrégularité, de le préciser expressément.

20. Contrairement à ce que soutient M. A..., la motivation de la décision attaquée, rappelée au point 5, en sus de la citation du III de l'article L. 511-1 précité, atteste de la prise en

compte par l'autorité préfectorale, au vu de la situation de l'intéressé, des quatre critères énoncés au III de l'article L. 511-1. En outre, il ne ressort ni des termes de cet arrêté, ni des autres pièces versées au dossier ni de ce qui a été dit précédemment, que le préfet des Hauts-de-Seine n'aurait pas procédé, compte tenu des informations en sa possession à la date de sa décision, à un examen particulier de la situation personnelle de l'intéressé. Par ailleurs, en ne retenant pas de circonstances humanitaires justifiant qu'il ne prononce pas d'interdiction de retour à l'encontre de M. A..., le préfet des Hauts-de-Seine n'a pas commis d'erreur manifeste d'appréciation eu égard aux considérations qui précèdent sur la durée et les conditions de séjour en France, ainsi que sur la situation familiale de l'intéressé. Enfin, en fixant la durée de cette interdiction de retour sur le territoire français à un an, cette autorité n'a pas entaché sa décision d'une erreur d'appréciation eu égard à ces mêmes considérations.

21. Il résulte de tout ce qui précède que M. A... n'est pas fondé à demander l'annulation des décisions, contenues dans l'arrêté du 20 janvier 2021, par lesquelles le préfet des Hauts-de-Seine l'a obligé à quitter le territoire français dans un délai de trente jours, a fixé le pays à destination duquel il pourra être éloigné d'office et l'a interdit du territoire français pour une durée d'un an. Par voie de conséquence, ses conclusions aux fins d'injonction et d'astreinte ainsi que celles présentées sur le fondement des articles L. 761-1 du code de justice administrative et 37 de la loi du 10 juillet 1991 ne peuvent qu'être rejetées.

DECIDE :

Article 1^{er} : La requête de M. B... A... est rejetée.